**DEPARTEMENT DE
LA HAUTE-SAVOIE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**ARRONDISSEMENT DE
ST-JULIEN-EN-GENEVOIS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ANNEMASSE
LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA - 74100 ANNEMASSE

OBJET :

DECISION DU PRESIDENT

**VIARHONA, SIGNATURE
DU FORMULAIRE
SIMPLIFIÉ D'ÉVALUATION
DES INCIDENCES NATURA
2000 ET DÉPÔT DE LA
DÉCLARATION AU TITRE
DE LA LOI SUR L'EAU**

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 octobre 2021 n°CC-2021-0148 mettant à jour les délégations de pouvoirs du conseil au profit du bureau et du président, et notamment le(s) paragraphe(s) P-33 de son annexe ;

D_2023_0027

Dans le cadre du projet ViaRhôna, Annemasse-Agglomération va réaliser des aménagements sur les communes d'Etrembières, Gaillard, Annemasse, Ambilly, Ville-la-Grand, Juvigny, Saint-Cergues et Machilly :

- Aménagement d'une vélo route voie verte VIARHONA entre Etrembières et Machilly.

Considérant que ces aménagements nécessitent au préalable le dépôt d'une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau auprès de la DDT Haute-Savoie,

Considérant que ce dossier de déclaration doit comprendre le formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000,

Le Président DÉCIDE :

DE DÉPOSER pour le compte d'Annemasse-Agglomération une déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour le projet cité ci-dessus ;

DE SIGNER lui-même ou son représentant tous les documents liés à cette déclaration au titre de la Loi sur l'Eau, et notamment le formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000.

Signé par : Gabriel DOUBLET
Date : 30/01/2023
Qualité : Agglomération - Présidence

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglomération dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglomération, si un recours gracieux a été préalablement déposé.